

[Text]

indépendamment de l'avenir du Québec, soyez certain que cela ne se fera pas sans la création de Comité dont feront probablement partie, M. Patenaude, à titre de spécialiste en Droit constitutionnel, des étudiants et des professeurs.

Pour ce qui est de la troisième question; je crois au dialogue, dans les choses humaines, il n'y a qu'une qui compte. Puisque chacun pense avoir la solution à tous les problèmes, il faut en discuter et qu'il y ait une mise aux voix et que la majorité l'emporte. Je ne crois pas imposer mes vues à M. Deserres, mais je ne reconnaîs pas à M. Deserres et à tous ceux qui sont dans cette salle, le droit de m'imposer leurs solutions comme je n'ai pas celui de vous imposer celles que je ne connais pas encore et que je cherche. Mais je crois que ce n'est que par le dialogue que nous pourrons les trouver.

• 2420

Le coprésident suppléant (M. Asselin): Merci, monsieur Prud'homme. Le dernier qui s'est inscrit.

M. Mario Proulx (Sherbrooke): Mario Proulx, Sherbrooke.

M. Deserres: Monsieur Prud'homme dit, qu'en fait, je n'ai pas plus de droits que n'importe qui autour de la table. C'est faux. Le statu quo est toujours plus difficile à réorienter qu'une nouvelle orientation. L'indépendance du Québec se fait avec des efforts beaucoup plus grands que le maintien du fédéralisme et sur ce point on n'est pas sur un même pied d'égalité pour la discussion. La preuve, c'est que le fédéralisme dont vous êtes les représentants dispose de \$300,000 pour essayer de le trouver alors que nous ne disposons de rien.

Le coprésident suppléant (M. Asselin): Monsieur De Bané.

M. De Bané: Monsieur le président, monsieur a demandé d'éclairer sa lanterne. Il a demandé si c'est vrai que le chien mène l'homme. Je pense bien que vous vous reportiez à la pensée de quelqu'un. Si ma mémoire est bonne, lorsque cette accusation a été portée, tous les mouvements, entre autres les curés de la Gaspésie ont fait une déclaration à l'effet contraire. Mais je pense que c'est un peu un coq-à-l'ané de dire, mêlé là, entre des faits et des opinions. Chacun de nous a droit à la sienne et aucun d'entre nous ne peut dire que son opinion est supérieure ou inférieure à celle de l'autre.

Le coprésident suppléant (M. Asselin): Merci, monsieur De Bané. Monsieur Proulx.

M. Proulx: Il semble que plusieurs Anglais—il y a des Français aussi—ne comprennent pas tellement pourquoi les Québécois se sont réveillés et veulent prendre leur indépendance. J'ai un petit exemple. Autrefois, les Québécois quand ils recevaient un coup de pied au derrière, ils disaient: «Merci, mon Dieu, on n'en a pas reçu deux». C'est fini. Les Canadiens français ne veulent plus avoir de coups de pied au derrière. Maintenant, j'aurais une petite pensée adressée à là, messieurs les Anglais. Je ne le dis pas par agressivité, mais pour qu'ils comprennent le problème. Supposons que tous les Anglais du Canada étaient tous en Ontario, en minorité et que le reste du Canada serait tous des French Canadian Pea

[Interpretation]

the task of committees is to keep searching. Sir, I wish to impress the fact upon you that, independently of the future of Quebec, you may rest assured that this will not happen without the creation of Committees which will probably include Mr. Patenaude, as an expert in constitutional law, and also students and professors.

Insofar, as the third question is concerned, I believe in holding a dialogue and I believe in the human aspect of things. There is only one thing that counts. Since everybody believes he has the solution for all problems, it is necessary to discuss, to submit the issues to a vote and to abide by a majority decision. I do not believe I am imposing my own views upon Mr. Deserres, but I do not recognize that either Mr. Deserres or all those who are present in this hall have the right to impose their own solutions upon myself just as I am not entitled to impose upon you those solutions about which I am not yet aware and which I am seeking. But I do believe that it is only by holding a dialogue that we shall find them.

The Acting Joint Chairman (Mr. Asselin): Thank you, Mr. Prud'homme, The last man who has given his name.

Mr. Mario Proulx (Sherbrooke): Mario Proulx, Sherbrooke.

Mr. Deserres: Mr. Prud'homme says that in fact I do not have any more rights than anybody sitting at this table. This is wrong. The status quo is always more difficult to modify than to adopt a new orientation. Quebec's independence is being achieved through far greater efforts than the up-holding of federalism and in this respect, we are not on the same footing to carry on this discussion. The proof is, that the federalism which you represent is able to spend \$300,000 to try to find this out while we have no funds whatsoever.

The Acting Joint Chairman (Mr. Asselin): Mr. DeBané.

Mr. De Bané: Mr. Chairman, this gentleman has asked for explanations. He has asked whether dogs lead men. I think he most likely was referring to somebody's words. If I remember well, when this accusation was expressed, all the movements, among others, the priests of the Gaspé have made a different statement. But I think it is a bit of a cock-and-bull story to mix facts and opinions. Each one of us is entitled to his opinion and none of us can say that his opinion is superior or inferior to the other man's.

The Acting Joint Chairman (Mr. Asselin): Thank you, Mr. DeBané. Mr. Proulx.

Mr. Proulx: It seems that many English people and some French people as well do not quite understand why Quebecers have awoken and want to obtain their independence. I can give a small example. Formerly, when a Quebecer was kicked in the bottom, he would say, "Thank you, my lord, we have not gotten two kicks." This is over. French Canadians do not want to be kicked about. Now, I would like to say something to the English people who are here. I will not say it out of antagonism, but so that they may understand the problem. Let us assume that all the English Canadians were in Ontario, in a minority position and that the rest of Canada would be inhabited by les Canadiens français soupe aux pois.